

Ségou: Les femmes et leurs communautés réclament des réparations à la Banque Africaine de Développement (BAD)

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 03 JUILLET 2023

1397

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Niger : Une délégation de la CEDEAO en discussion avec les putschistes



Fin de la mission de la MINUSMA au Mali : Les soldats égyptiens de la MINUSMA plient bagages !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Juillet
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

23

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

637 730 Vaccinations incomplètes

4 197 426 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.14



P.26



UNE

96 ans de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine : Un événement célébré pour la première fois au Mali

P.5

BREVES

MALI-NIGER : Le général Mody chez le Colonel Assimi Goïta

P.10

Journée mondiale de l'hépatite : Une priorité de santé publique au Mali

P.10

Niger : Le CNT malienne critique la CEDEAO dans un communiqué conjoint avec le Burkina Faso

P.11

Sommet Russie Afrique : Poutine promet 50 000 tonnes de céréales à six pays africains dont le Mali

P.11

ACTUALITES

Ségou : Les femmes et leurs communautés réclament des réparations à la Banque Africaine de Développement (BAD)

P.14

Fin de la mission de la MINUSMA au Mali : Les soldats égyptiens de la MINUSMA plient bagages !

P.16

Litige foncier : CADTM/Afrique à la rescousse des populations de la région de Ségou17

P.17

Éducation au Mali : Voici USAID DONIYATAABOLO 2023-2028 !

P.19

Recrudescence de la grève des agents de santé au Mali : La nécessité de prendre des mesures urgentes

P.20

POLITIQUE

Soutien du Mali aux putschistes du Niger : Le Parena invite les autorités de transition à se conformer à la constitution

P.22

L'URD perd la majeure partie de ses plumes à Sikasso : Plusieurs sous-sections atterrissent à l'UDD avec armes et bagages

P.26

CULTURE ET SOCIETE

Partenariat FAMOC-KORA FILMS : La série TV « SÉKO BOIRÉ », SAISON II lancée

P.27

INTERNATIONAL

Niger : Une délégation de la CEDEAO en discussion avec les putschistes

P.28

Affaire Ousmane Sonko : L'État du Sénégal dans l'escalade

P.30

SPORT

Coupe du monde féminine : L'Afrique du Sud en huitième de finale

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



96 ans de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine **Un événement célébré pour la première fois au Mali**

L'ambassade de la République populaire de Chine au Mali a organisé le mardi 1er Août 2023 sa première réception pour célébrer le 96e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine (APL). La cérémonie, qui s'est tenue au Centre International de Conférences de Bamako (CICB) construit par la Chine, a enregistré la présence de nombreuses personnalités maliennes et chinoises, dont le colonel Sadio Camara, ministre de la Défense et des Anciens combattants, le colonel Malik Diaw, président du Conseil national de transition, Zhaoyunfei, attaché de défense de l'ambas-

sade de Chine au Mali, et CHEN Zhihong, ambassadeur de la Chine au Mali.

Cette réception a été l'occasion de discuter de l'histoire de l'armée chinoise, du processus de réforme, de la politique de défense nationale et de la coopération entre les armées chinoise et malienne. En effet, depuis sa fondation il y a 96 ans, l'APL a toujours enduré la guerre et accompli des exploits historiques. Ainsi, depuis le 18e Congrès national du Parti communiste chinois en 2012, la réforme et le développement de l'armée chinoise sont entrés dans une nouvelle ère. Historiquement,

elle est passée d'une seule branche militaire à une puissante armée qui combine toutes les unités et toutes les armes.

Zhaoyunfei, attaché de défense à l'ambassade de Chine au Mali, a évoqué dans son intervention l'histoire de l'APL chinoise et a déclaré que la montée en puissance de l'armée chinoise visait uniquement à protéger le peuple chinois. Selon la Chine, rien n'a plus de valeur que la paix. Il a également rappelé que la Chine a été l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec le Mali. Compte tenu de cet fait, la Chine et le



Mali partagent des points de vue similaires sur de nombreuses questions internationales. De même, le Mali et la Chine se sont toujours soutenus pour la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale.

En ce qui concerne la coopération militaire entre les deux pays, Zhaoyunfei a souligné que les échanges ont montré une bonne dynamique depuis les années 1970. De plus, la Chine a formé des centaines de commandants et d'élites professionnelles pour les FAMA. Par ailleurs, la Chine envoie des experts militaires au Mali depuis plus de deux décennies pour aider à la défense et au développement militaire du pays. Affirmant que le monde actuel connaît d'importants changements qui évoluent de manière profonde, avec une multitude de défis en matière de sécurité, l'Ambassadeur de la Chine au Mali, CHEN Zhihong, a précisé à son tour que le Président chinois Xi Jinping a proposé l'Initiative pour la sécurité mondiale. Cette initiative vise à promouvoir une sécurité commune, intégrée, coopérative et durable. "Cette initiative propose une sécurité basée sur le dialogue plutôt que la confrontation, le partenariat plutôt que l'alliance, et la coopération gagnant-gagnant plutôt que le jeu à somme nulle", a ajouté CHEN Zhihong. Il a également souligné que la Chine continuera à contribuer à la réduction du déficit de paix mondial et à offrir des solutions aux défis in-

ternationaux en matière de sécurité.

En ce qui concerne les forces sécessionnistes de Taïwan qui persistent dans leurs activités séparatistes, il affirme que cela constitue la plus grande menace pour la paix et la stabilité du détroit de Taïwan. Ainsi, la résolution de la question de Taïwan demeure une affaire interne de la Chine et ne permet aucune ingérence extérieure. La Chine œuvre pour une réunification pacifique avec la plus grande sincérité et les plus grands efforts. "L'Armée populaire de libération de Chine a la capacité et la confiance de défendre la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale", affirme l'ambassadeur.

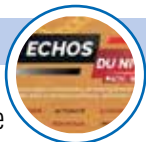
De son côté, le ministre de la Défense et des anciens combattants, le colonel Sadio Camara, félicite l'ambassade de Chine au Mali pour l'initiative de célébrer l'événement pour la première fois au Mali. Pour lui, cela prouve que la coopération entre la Chine et le Mali s'est renouvelée. Il souligne également que la coopération en matière de défense et de sécurité entre le Mali et la Chine est une concrétisation de la volonté commune des deux pays de protéger leurs intérêts mutuels. Dans cet esprit, il révèle que le Mali est disposé à développer une coopération bilatérale qui sert les intérêts des pays et des peuples respectifs.

À titre de rappel, la coopération sino-malienne remonte à des décennies. La Chine a toujours soutenu la souveraineté, la sécurité et l'indépendance nationale du Mali. Dans cet élan, le pays a continuellement déployé dix contingents de casques bleus au Mali depuis 2013, soit environ 4 000 personnes venues pour maintenir la paix. Dans le cadre de leurs missions de maintien de la paix, la Chine organise également régulièrement des actions caritatives telles que des consultations médicales volontaires et des dons au profit des civils sur le terrain des opérations.

Siguéta Salimata Dembélé



EDN Media Web TV



[#Espace_Aerien] Une autorisation spéciale vient d'être accordé au #Boeing 747-400 de la compagnie #Max_air pour atterrir à Niamey après la fermeture des frontières aériennes et et terrestres par les nouvelles autorités du pays depuis mercredi dernier.

Www.lesechosduniger.com



People223.com



#People #Musique

Auteur, compositeur, arrangeur, #Alou_Sam est issu d'une des plus grandes familles Gawlo du Mali. Il travaille avec un orchestre composé de grands musiciens maliens avec lesquels il partage la même sensibilité rythmique. En 25 ans de carrière, #Alou_Sam a produit huit albums. Sa carrière est lancée depuis son premier album intitulé "Soubéke Mali" (les jeunes du Mali) sorti en 1995. Cet album lui donne la notoriété dans son pays où il se fait davantage découvrir à travers l'émission "Top Etoiles" et des festivals au Mali. Son album "Mali 2002" lui ouvre les portes du showbiz international. Aujourd'hui, il est le porte-drapeau de la culture Gawlo, peulh et malienne. Il trouve dommage de ne pas être récompensé dans son pays pendant que les autres pays reconnaissent ses mérites. Ce grand artiste mérite une récompense et une reconnaissance du Mali pour tout ce qu'il a fait pour la musique et la culture malienne à travers le monde entier.



#Culture #Musique

#Coumba_Sira_Koita fait partie de cette génération de jeunes griottes qui s'imposent par leur présence scénique. À travers un mélange de musique traditionnelle, de louange et de zouk, elle fait bouger autant les jeunes que les vieux. Son énergie et la qualité exceptionnelle de sa voix séduisent le public. Dès l'âge de six ans elle suivait sa mère, une griotte réputée, dans les cérémonies de baptême et de mariage. Elle enregistre la chanson intitulée "Toton". La grande cantatrice Kandia Kouyaté apprécie bien ce premier bébé et l'envoie à l'émission "Top Étoile" de l'ORTM. Le bon accueil réservé à sa première œuvre, intitulée "Toton", par les mélomanes suscite de l'ambition dans le cœur de Coumba. En 2001 elle met sur le marché son premier album "Amaldeme". L'artiste, titulaire d'un Cap de comptabilité, produit plus tard son 2^e album "Fantanya". Adolescente, Coumba était déjà une chanteuse connue dans presque tout le pays. Son énergie et la qualité exceptionnelle de sa voix séduisent le public. Les mélomanes sont fortement impressionnés par cette femme. A l'âge de quinze ans, elle avait écrit quelques chansons et se référait souvent à son idole, #Kandia_Kouyaté.



Nouhoum Togo



L'ancien Premier ministre du Mali, Boubou Cissé, est en fuite au Niger depuis plusieurs années. Il est recherché par la justice malienne pour des chefs d'accusation de corruption et de détournement de fonds.

Mais la situation de Boubou Cissé est devenue encore plus précaire après le coup d'État au Niger. Les nouveaux dirigeants nigériens ont exprimé leur volonté de collaborer avec les autorités maliennes en matière de sécurité. Cela signifie que Boubou Cissé pourrait être arrêté et extradé vers le Mali.

Koulikoro infos 24



URGENT: Le SAC du SUCRE est à 30.000 FCFA.
Le PRIX plafond d'un KILO du SUCRE est à 650 FCFA.
NB: Numeros verts: 33 088 et 33 099.

Sorofe TV #.



#Tombouctou
Le Projet de construction et de bitumage de la Route Nationale 33 : Tronçon Niono- Goma Coura-Nampala -

Léré -Tombouctou.

Démarré en 2008 avec l'entreprise Satom , cette route a connu différents arrêts à cause de l'insécurité dans la zone. Après le départ de la Satom , un contrat a été signé avec l'entreprise EGK qui a tenté de poursuivre sans succès et depuis 2017 ,le projet a été complètement arrêté.

Il faut rappeler que cette route concerne la région de Ségou et celle de Tombouctou.

Et pour ce qui est de Tombouctou beaucoup a été fait plus précisément le trajet Niafunké -Dire - Goundam - Tombouctou réceptionné en 2018.

Il reste donc le tronçon Soumpi - Léré long de 85 km.

Les travaux de ce trajet toujours avec l'entreprise EGK qui a signé cette fois des contrats avec des entreprises locales de l'OPECOM de la zone vont reprendre bientôt.

Selon L'Union européenne au Mali Aujourd'hui, 340 km de routes sont déjà bitumés sur un linéaire total de 565 km (soit 60% de taux de réalisation).

Les travaux qui restent à réaliser sont : bitumage en cours entre Goma Coura et Nampala ; installation de chantier en cours sur les tronçons Nampala- Léré et Léré- Soumpi.

La réalisation de cet important projet routier va contribuer à la croissance économique et au renforcement de la cohésion et de la sécurité nationales.

Les travaux se poursuivront jusqu'en 2025.

#AlbarkaAssimiGoita

#Champion24



Séga DIARRAH



Non à l'ingérence : Nous nous opposons à l'ingérence, donc évitons d'y participer. Un coup d'État au Niger ne justifie pas une intervention du Mali ou

du Burkina. Respectons la souveraineté de chaque nation. La #CEDEAO a son rôle. N'adoptons pas les comportements que nous critiquons. Le Mali et le Burkina ne sont pas le Niger. #Mali #Burkina #Niger

■ Hamid Ould Sidi



#Mali: des documents confidentiels de l'armée (signé secret défense) font état de la caducité du matériel militaire acquis auprès de la Russie par les autorités de transition. Pannes, problèmes techniques et vétusté, tout porte à croire que le Mali a été floué une fois de plus.

■ DIX-NEUF SOIXANTE



Président en exercice de la CEDEAO : Trafiquant de drogue accusé de fraude électorale et de corruption. Dans ce thread, je critique la légitimation des présidents élus après des élections douteuses, qui ne représentent pas le changement que réclame cette nouvelle jeunesse.



■ Histoires d'Afrique



Le capitaine Ibrahim Traoré, président du Burkina Faso a INTERDIT les exportations d'uranium vers la France et les États-Unis



■ Ministère de la Santé et du Développement Social



Suite de la Visite de terrain du Ministre de la Santé et du Développement social : Colonel Assa Badiallo TOURE au CSRéf de la commune 1 du District de Bamako. C'est aux environs de 12h30 que le Ministre de la Santé et du Développement social est arrivée dans les locaux du CSRéf de la commune 1 du District de Bamako.

Une sortie qui entre dans le cadre de ses visites de routine dans les structures sanitaires du pays.

Lors de la visite Madame le Ministre a rencontré le personnel de santé ainsi que certains patients.

Elle a prit bonne note des préoccupations des uns et des autres mais aussi félicité les agents pour les efforts dans la mise en œuvre des activités de soins.

Madame le Ministre était accompagnée de ses équipes techniques lors de cette visite.

CCOM/MSDS



Visite de terrain | Le Colonel Assa Badiallo TOURE, Ministre de la Santé et du Développement social, a effectué une visite de terrain ce mercredi 02 août 2023 au CSREF de la commune III du District de Bamako, dans le cadre de ses visites de routine. L'objectif de cette visite était d'évaluer l'efficacité des services et la qualité de la garde. Sur place, elle a rencontré le personnel de garde ainsi que les patients présents, avec lesquels elle a échangé sur la prise en charge des cas pendant la garde, les besoins immédiats et les suggestions pour une meilleure synergie des actions futures au sein de la structure sanitaire.

CCOM/MSDS

MALI-NIGER : Le général Mody chez le Colonel Assimi Goïta



Une figure de la junte au pouvoir au Niger, le général Salifou Mody, est arrivé hier mercredi 2 Aout 2023 au Mali. Il a été reçu par le Président de la transition, colonel Assimi Goïta qui avait, à travers une annonce fait cas de sa solidarités avec leurs homologues nigériens face aux pressions internationales.

Le général Mody, ancien chef d'état-major des Armées limogé en avril 2023 par le Président Mohamed Bazoum et membre du groupe de militaires qui viennent de prendre la tête du Niger par la force, s'est déplacé chez le voisin malien à la tête d'une délégation.

L'information a été donnée sous le couvert de l'anonymat un haut responsable nigérien et un haut responsable sécuritaire malien.

Cependant, l'objectif de cette visite n'a pas été détaillé. Celle-ci intervient alors que la junte nigérienne fait face aux pressions d'une partie de la communauté internationale et à la menace d'un éventuel recours à la force de la part de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) si elle ne rétablit pas le président renversé Mohamed Bazoum dans ses fonctions d'ici à dimanche. Les chefs d'état-major des pays membres de la CEDEAO se réunissent à Abuja au Nigéria depuis le mercredi 2 aout ce jusqu'à vendredi prochain.

Par ailleurs, une délégation de la CEDEAO, conduite par le Nigérian Abdulsalami Abubakar, est par ailleurs attendue mercredi au Niger.

Les juntes qui se sont également emparées du pouvoir par la force au Mali et au Burkina Faso en 2020 et 2022 ont prévenu lundi dans un communiqué conjoint qu'elles considéreraient une intervention militaire au Niger comme une déclaration de guerre contre leur propre pays. « Toute intervention militaire étrangère au Niger sera considérée comme une déclaration de guerre au Mali et au Burkina Faso », ont-ils répliqué à la CEDEAO qui ambitionne d'intervenir militairement pour rétablir le Président Mohamed Bazoum actuellement aux mains des militaires.

« Si on ne remet pas très vite les institutions en ordre et le président Bazoum, c'est un signe très important. Par effet domino on va voir d'autres situations... », Bruno Fuchs délégué général de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie invité du journal international de TV5monde. Le député français a effectué plusieurs visites au Niger ces derniers mois où il a rencontré le Président Bazoum. Il revient sur la situation à Niamey quelques jours après le putsch qui a renversé le pouvoir en place.

Les trois pays sahéliens ont en commun de payer un lourd tribut à la propagation djihadiste et à l'insécurité.

La Rédaction

Journée mondiale de l'hépatite : Une priorité de santé publique au Mali



Vendredi 28 juillet a eu lieu la journée mondiale contre l'hépatite. Comme dans tous les pays du monde, le Mali a fait de cette pathologie infectieuse une priorité majeure de santé publique.

La date du 28 juillet qui consacre à la Journée mondiale de l'hépatite n'a pas été décrétée par hasard par l'Organisation mondiale de santé. Elle correspond à celle de la naissance du lauréat du prix Nobel, Dr. Baruch Blumberg, qui a découvert le virus de l'hépatite B et qui a mis au point un test et un vaccin contre l'hépatite B. Cette journée, c'est pour sensibiliser le grand public sur cette maladie qui est devenue un tueur silencieux.

Au Mali, les hépatites B et C qui sont les plus fréquentes et inflammations aiguës du foie causées par un virus contagieux. Pour le Dr. Charles Dara, infectiologue, à l'échelle nationale, le taux de prévalence de l'hépatite B est estimé entre 9 et 13 % sur la base des études éparées. Mais, selon ses dires, une enquête nationale s'avère nécessaire pour plus d'exactitudes. Parmi les femmes enceintes cette prévalence est estimée à 17 % au niveau de l'hôpital Gabriel Touré

A en croire Pr. Moussa Dicko, spécialiste de la maladie de l'hépatite B, une personne sur dix développe une hépatite chronique et pour l'hépatite C, huit personnes sur dix. Et 15 % des femmes enceintes au Mali sont infectées avec un risque de les transmettre à leurs progénitures.

« On estime entre 700 et 800 000 Maliens qui souffrent de la maladie d'hépatite B et C. et 10 % des diabétiques sont porteurs du virus. Les modes de transmission de la maladie sont le sang et les produits dérivés du sang, sans oublier les tatouages des femmes, les voies sexuelles, la voie verticale (transmission de mère à l'enfant) la voie intrafamiliale, etc. », a-t-il expliqué.

Conformément à l'Agenda 2030, date à laquelle les hépatites B et C doivent être éradiquées 2030, le Mali s'est engagé à gagner le pari en décrétant cette pathologie infectieuse comme une priorité majeure de santé publique.

En marge de cette Journée, plusieurs activités sont organisées pour sensibiliser la population sur les dangers de la maladie et de les inciter à aller se dépister pour connaître leur statut, afin de couper la chaîne de transmission de la maladie et permettre au Mali de gagner le combat.

Ousmane Mahamane

Source : Mali Tribune

Niger : Le CNT malienne critique la CEDEAO dans un communiqué conjoint avec le Burkina Faso



Dans un communiqué rendu public ce mardi 01er août 2023, le Conseil National de Transition (CNT) réaffirme son soutien inconditionnel et sa solidarité vis-à-vis des décisions prises par les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et du Mali et les exhorte à œuvrer aux côtés des nouvelles autorités nigériennes pour aider le peuple nigérien à surmonter ces moments difficiles et l'accompagner dans sa quête de souveraineté et de prospérité. Ci-dessous le Communiqué.

Le Président du Conseil National de Transition et l'ensemble des membres du CNT ont appris les décisions prises par les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et de la République du Mali à travers le Communiqué Conjoint du 31 juillet 2023 relatif aux conclusions des sommets extraordinaires de la CEDEAO et de UEMOA sur la situation du Niger.

Le Conseil National de Transition félicite les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et de la République du Mali suite aux mesures indiquées dans ledit communiqué, en réponse aux conclusions des sommets extraordinaires de la CEDEAO et de l'UEMOA tenus le 30 juillet 2023, à Abuja, au Nigéria.

Le Conseil National de Transition regrette lesdites conclusions qui portent préjudice à la souveraineté du Niger et exprime sa profonde indignation face à cette posture inhumaine de la CEDEAO qui ne tient pas compte des graves conséquences qu'elle pourrait causer sur la situation déjà fragile du peuple frère du Niger.

Le Conseil National de Transition encourage les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et de la République du Mali pour leur détermination commune à faire face à l'arbitraire de la CEDEAO dans la gestion de la crise au Niger.

Le Conseil National de Transition tout en réaffirmant son soutien inconditionnel et sa solidarité vis-à-vis des décisions prises par nos deux pays, exhorte les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et de la République du Mali à œuvrer aux côtés des nouvelles autorités nigériennes pour aider le peuple nigérien à surmonter ces moments difficiles et l'accompagner dans sa quête de souveraineté et de prospérité.

Le Conseil National de Transition invite enfin les populations du Burkina Faso et du Mali à la sérénité et à rester toujours mobilisées derrière leurs

Sommet Russie Afrique : Poutine promet 50 000 tonnes de céréales à six pays africains dont le Mali



À l'issue du 2e sommet Russie Afrique qui s'est tenu du 27 au 28 juillet à Saint-Petersbourg, le président russe, Vladimir Poutine, a promis de livrer 25 000 à 50 000 tonnes de céréales à six pays africains. Parmi ces six pays, il y a le Mali dont le président Goïta a fait le déplacement.

P eu avant l'ouverture du 2e Sommet entre les dirigeants russes et africains, Vladimir Poutine a officialisé son refus de reconduire l'accord qui règle les exportations des céréales ukrainiennes transitant par la mer Noire.

Un accord qui contribuait à stabiliser les prix alimentaires et à écarter les risques de pénurie et d'inflation sur le marché mondial déjà en pleine fébrilité. Selon le président russe, c'est seulement 10 % des céréales qui arrivent en Afrique, tout le reste est acheminé vers les pays européens qui sont à la base de cette situation avec les sanctions imposées sur Moscou ce qui est inacceptable.

En marge du 2e Sommet Russie-Afrique, le locataire du Kremlin a assuré devant un parterre des chefs d'Etat que la Russie pourra dans les mois qui viennent livrer gratuitement jusqu'à 50 000 tonnes de céréales à six pays. Parmi ces six pays, nous pouvons citer le Mali qui s'était rapproché de Moscou depuis quelques années.

La livraison jusqu'à 50 000 tonnes de céréales aux six pays était l'une des annonces phares de ce sommet Russie-Afrique. Au sein de la population malienne, cette annonce du président russe témoigne du partenariat gagnant-gagnant entre Moscou et Bamako. Pour les commerçants aussi, l'annonce de Poutine va beaucoup contribuer à approvisionner le marché malien en céréales, en dépit de la hausse généralisée des prix sur les produits de première nécessité.

Ousmane Mahamane
Source : Mali Tribune

Autorités de Transition respectives.

Que Dieu bénisse l'Afrique !

Bamako, le 1 Août 2023

Le Secrétaire Général Modibo SIDIBE Officier de l'Ordre National

Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



Dates
Séjours 2023
Du 1^{er} au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs :
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

**Séjour
Exceptionnel
à Dakar pour
les formalités
de visas en
Juillet 2023**

MADE IN
BRITAIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Ségou : Les femmes et leurs communautés réclament des réparations à la Banque Africaine de Développement (BAD)



Le réseau du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM/Afrique) et son organisation membre, la Coalition des Alternatives Africaines-Dette et Développement (CAD-Mali), ont tenu une conférence de presse le mardi 1er août 2023 à Sébougou. L'objectif était de sensibiliser les femmes et les communautés sur la Banque Africaine de Développement (BAD) et ses financements qui ne profitent qu'aux multinationales et aux entreprises privées.

Cet événement, qui a rassemblé des femmes et des hommes des communautés de Sanamadougou, Sahou et Sébougou, revêt une grande importance. Il a permis d'informer

les femmes et les hommes de ces villages, qui sont impactés par les investissements de la BAD, afin qu'ils se lèvent et disent NON aux financements des banques qui ne profitent pas aux communautés. À cet effet, une déclaration des femmes de Sébougou a été lue par la représentante des femmes, Djelika Pléah. Selon elle, la lutte contre l'extractivisme et les expropriations foncières des terres appartenant aux communautés est au cœur des préoccupations de la coordination internationale des luttes féministes du réseau CADTM/Afrique, en collaboration avec ses partenaires Womin et la Fondation pour une société juste (FJS), depuis plus de trois ans, compte tenu des enjeux qui en dé-

coulent.

C'est dans cette optique que la coordination internationale des luttes féministes (CADTM), en partenariat avec WoMin et FJS, a organisé en marge de la journée panafricaine des femmes un atelier de renforcement des capacités des femmes et des communautés sur la Banque Africaine de Développement (BAD) et les problématiques d'expropriation foncière, du 31 juillet au 1er août 2023 à Sébougou, dans le centre multifonctionnel des femmes où est implantée l'opérateur privé qui les a illégalement expropriées de leurs terres agricoles. Cet atelier a réuni 55 participants issus des communautés

impactées de Sanamadougou, Sahou, des membres de l'antenne CAD-Mali de Ségou et quelques organisations féminines de défense des droits des femmes. Le contenu des modules abordés lors de l'atelier est structuré autour de cinq axes principaux :

1. Présentation de la Banque Africaine de Développement (BAD)
2. Normes en matière d'expropriation foncière ou de délocalisation des communautés en cas d'implantation de projets
3. Séries de témoignages sur le processus d'expropriation et ses conséquences, en mettant l'accent sur les femmes
4. Organisation des travaux de groupe en commission pour évaluer les capacités des communautés à exercer leur droit de dire "Non"
5. Module sur le droit de dire "Non" basé sur le consentement libre, informé au préalable (CLIP)

De plus, il y a eu une restitution des résultats de l'évaluation du processus d'extension des Moulins Modernes du Mali.

Djenéba a animé ces modules avec l'aide des militantes et des acteurs du réseau CADTM/

Afrique et de la CAD-Mali. Ces modules ont généré des échanges et des débats en plénière, ce qui a conduit à l'adoption des résolutions et recommandations suivantes :

1. Les organisations féminines et autres acteurs présents à l'atelier réaffirment leur engagement à se mobiliser davantage, à s'organiser et à fédérer leurs efforts aux côtés des communautés impactées de Sanamadougou, Sahou et Sébougou dans la lutte pour la rétrocession de leurs terres agricoles illégalement expropriées par Modibo Keita, promoteur du Moulin Moderne du Mali (M3), en complicité avec certains décideurs publics.
2. Elles s'engagent à intensifier les actions/campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation populaire contre les expropriations foncières afin de susciter la construction de mouvements sociaux forts capables d'inverser le rapport de force en faveur des couches populaires.
3. Elles exhortent les mouvements sociaux à mettre en place des dynamiques sociales nationales, continentales et même internationales pour élargir le front contre l'exploitation destructrice des terres agricoles et

des ressources naturelles qui appauvrit les communautés.

En ce qui concerne les recommandations, les femmes s'engagent à informer les plus hautes autorités de la transition malienne, l'opinion publique nationale et internationale que le contrat de bail entre Modibo Keita et la Direction générale de l'Office du Niger précise clairement que le domaine attribué à Modibo Keita se situe dans le casier de Séribabougou, une zone en friche de M'Béwani, qui est totalement différente de l'endroit où se trouvent les terres agricoles des villages de Sanamadougou et Sahou, illégalement occupées par la force par Modibo Keita.

Elles souhaitent également porter à la connaissance des plus hautes autorités que Modibo Keita a affirmé avoir occupé 100 hectares de terres agricoles à Sanamadougou et Sahou, alors qu'une mission de la primature du Mali accompagnée d'un géomètre a déterminé que la superficie réellement expropriée est de 885 hectares.

■ Ibrahim Sanogo avec Mamadou KOMINA, Stagiaire



Fin de la mission de la MINUSMA au Mali : Les soldats égyptiens de la MINUSMA plient bagages !



Plus de 460 casques bleus du bataillon égyptien de combat et d'escorte de convois de la MINUSMA ont quitté la ville de Gao, dans le nord du Mali, le vendredi 28 juillet 2023. Pendant plus d'un an, ces soldats de la paix ont opéré dans un environnement particulièrement exigeant, en assurant des escortes de convois allant de Gao à Tessalit en passant par Kidal et Aguelhok, dans des conditions très difficiles marquées par l'augmentation de l'utilisation d'engins explosifs improvisés par les groupes armés terroristes.

Ces différentes missions, menées à un rythme soutenu, ont contribué à sécuriser les convois logistiques et à protéger les civils. De plus, les Casques bleus égyptiens ont réalisé de nombreuses activités civilo-militaires, telles que des dons de denrées alimentaires, de fournitures scolaires et de milliers d'articles, ainsi que des consultations médicales gratuites, afin d'aider les plus vulnérables.

Bien que le départ des Égyptiens était prévu avant l'adoption de la résolution 2690 du Conseil de sécurité des Nations unies mettant fin à la MINUSMA, il marque néanmoins

une étape supplémentaire vers le retrait définitif du Mali. Dans les jours à venir, les casques bleus des contingents sénégalais, burkinabés, ivoiriens et bangladais quitteront également le Mali, avec la fermeture des camps périphériques d'Ogossagou, Goundam, Ber et Ménaka. Ces mouvements s'inscrivent dans le cadre du retrait complet du territoire malien d'ici le 31 décembre 2023.

Il convient de rappeler que le Conseil de sécurité a décidé de mettre fin au mandat de la MINUSMA au Mali le 30 juin 2023 et de superviser son retrait, qui s'effectuera jusqu'au 31 décembre 2023.

Adoption d'une résolution de retrait

Le 1er août 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni suite à l'expiration de la résolution 2640 (2022) mandatant la MINUSMA. Tenant compte de la lettre du gouvernement de transition du Mali adressée au président du Conseil de sécurité, demandant le retrait immédiat de la MINUSMA, le Conseil de sécurité a décidé de mettre fin au mandat de la MINUSMA en vertu de la réso-

lution 2640 (2022) à partir d'aujourd'hui, le 30 juin 2023.

Le Conseil a également adopté la résolution 2690 (2023) demandant à la Mission de commencer immédiatement, à partir du 1er juillet 2023, la cessation de ses opérations, le transfert de ses tâches, ainsi que la réduction et le retrait de son personnel, dans le but de finaliser ce processus d'ici le 31 décembre 2023.

La MINUSMA travaille avec détermination à un retrait ordonné et sécurisé de son personnel, dans les délais impartis, conformément aux dispositions de la résolution 2690 (2023). Dans cette optique, la Mission travaillera en étroite consultation avec les autorités maliennes et conformément à l'Accord entre les Nations Unies et le gouvernement de la République du Mali concernant le statut de la MINUSMA.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, El Ghassim Wane, rappelle l'engagement dont la MINUSMA a fait preuve en accompagnant le peuple malien dans sa quête de paix, de sécurité et de réconciliation tout au long de ses dix années de présence au Mali. Il exprime sa gratitude envers les personnels militaires et civils, tant nationaux qu'internationaux, pour leur travail colossal, leur dévouement et les immenses sacrifices consentis. Il rend également un hommage appuyé aux pays contributeurs de troupes et de personnels de police pour leur contribution exceptionnelle aux efforts de paix au Mali.

La rédaction.

Litige foncier : CADTM/ Afrique à la rescousse des populations de la région de Ségou

Une session de renforcement des capacités des femmes a eu lieu le lundi 31 juillet 2023 à Sébougou, dans la commune périurbaine, dans le cadre de la journée d'action régionale pour la campagne de réparation ciblant la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette session a été organisée par le réseau du Comité pour l'Abolition des Dettes illégitimes (CADTM/Afrique) et son organisation membre, la Coalition des Alternatives Africaines-Dettes et Développement-Mali (CAD-Mali), en partenariat avec Women Against Destructive Resource Extraction (Women) et la Fondation For A Just Society (FJS). Les communautés de Sanamabougou, Sahou et Sébougou étaient

présentes lors de cet événement. L'objectif était de renforcer les connaissances des femmes et des communautés sur la Banque Africaine de Développement (BAD).

La Banque Africaine de Développement contribue au financement de projets de développement en accordant des prêts ou des subventions aux États africains. Ces financements sont censés favoriser le développement économique et social des pays ainsi que l'amélioration des conditions de vie des Africains. Paradoxalement, les financements de la BAD entraînent davantage de pauvreté et de désespoir au sein des communautés plutôt que le bien-être promis. Partout sur

le continent, les voix des femmes et de leurs communautés s'élèvent pour dénoncer les abus et les injustices subis en raison de la mise en œuvre de projets prétendument de développement financé par la BAD. Au Mali, les communautés de Sanamadougou, Sahou et Sébougou, impactées par le projet ALATONA (Moulin moderne du Mali) de l'opérateur économique Modibo Keita, ont perdu l'accès à leurs terres et ne sont plus en mesure de pratiquer l'agriculture ni de mener des activités économiques génératrices de ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Au Cameroun, les communautés de Batchenga et des villages environnants font face aux impacts dévastateurs du barrage hydroélectrique de Nachtigal. Il en va de même pour des milliers de femmes, d'hommes et de jeunes à travers le continent, qui portent le fardeau imposé par le financement de la BAD. Depuis un certain temps, une synergie se forme contre ce qui peut être considéré comme un système machiavélique qui les appauvrit et aggrave leur vulnérabilité. Les





femmes et les communautés se lèvent pour exprimer leur ras-le-bol vis-à-vis du projet de développement de la BAD et de ses affiliés. Elles exigent des réparations pour les torts infligés.

Le maire de la Commune de Sébougou, Modibo Touré, a situé l'activité dans son contexte lors d'une intervention marquante. Il a ensuite invité les communautés à s'unir contre ce système d'une autre époque, sous les applaudissements enthousiastes de la population acquise à la cause. A sa suite, la présidente des femmes de Sanamadougou, Aminata Tangara, a exprimé la même opinion que son prédécesseur. "Aujourd'hui, je suis comblée de joie car j'ai constaté que la population de Ségou est prête à défendre notre cause. Auparavant, je pensais que notre village, Sanamadougou, avait été oublié et ne faisait plus partie du Mali. Mais aujourd'hui, je suis convaincue que nous sommes des Maliennes et que nous appartenons à Ségou. Le soutien de la population de Ségou nous reconforte dans notre lutte contre cette méthode indigne. Nous avons été victimes de

violences de la part des partisans de Modibo Keita en raison de notre revendication légitime de nos terres cultivables. J'étais enceinte lorsque nous avons été agressés, cela remonte à dix ans. Le conflit foncier qui nous oppose à Modibo Keita, le propriétaire du Moulin moderne du Mali, dure depuis plus de dix ans. Notre bourreau nous disait qu'il pouvait nous frapper car dans notre pays, l'argent est roi. Cet homme, qui se croit au-dessus des lois, réside à Ségou. Quoi qu'il arrive, nous continuerons à revendiquer nos terres volées par Modibo Keita jusqu'à la fin de nos jours. Nous n'avons plus de terres cultivables à Sanamadougou. Nous lançons un appel aux autorités compétentes du Mali, au CAD-Mali et à toutes les personnes de bonne volonté pour que justice soit rendue", a-t-elle martelé.

Les femmes et les communautés de Sanamadougou, Sahou et Sébougou ont pris la parole pour exposer tous les problèmes auxquels elles sont confrontées avec Modibo Keita. Elles espèrent que les autorités

publiques pourront résoudre cette situation qui dure depuis trop longtemps.

Dans le même ordre d'idées, Fatou Doucouré, conseillère régionale, affirme que les populations de Sanamadougou, Sahou et Sébougou ont énormément souffert. Elles ont été privées de leurs terres cultivables par Modibo Keita, le propriétaire de l'usine Moulin moderne du Mali. Nous ne connaissons pas personnellement Modibo Keita, mais nous continuerons à plaider en faveur des populations de ces villages. L'usine Moulin moderne du Mali a un impact négatif sur les habitants de Sébougou. "Nous ne cesserons jamais de jouer notre rôle et nos responsabilités concernant le litige entre les communautés de Sanamadougou, Sahou et Sébougou et Modibo Keita. Nous sommes informés en temps réel de l'évolution de la situation et nous demandons à la justice de réparer les préjudices causés par l'usine Moulin moderne du Mali", a-t-elle souhaité.

■ Ibrahim Sanogo avec Mamadou Komina, Stagiaire

Éducation au Mali : Voici USAID DONIYATAABOLO 2023-2028 !



DONIYATAABOLO 2023-2028 est le nouveau projet de lecture et de mathématique dont le lancement a été annoncé par l'ambassade des usa au Mali le 31 juillet, journée panafricaine des femmes. Le communiqué de presse.

Le gouvernement des États-Unis annonce un nouveau projet de lecture et de mathématique de 36 millions de dollars américain (environ 21 milliards de FCFA) à Bamako, Koulikoro, Ségou et Sikasso et intitulé USAID DONIYATAABOLO (2023-2028). Ce projet sera axé sur la lecture et l'écriture en langue Bamanankan pour le niveau 2 (3^e et 4^e années) et les mathématiques pour les niveaux 1 et 2 (2^e, 3^e et 4^e années).

L'approche consolidera et approfondira les résultats réalisés dans le cadre du précédent projet de l'Agence des Usa pour le développement international (USAID Selective Integrative Reading (2016-2022) en améliorant la qualité de l'éducation dans 1000 écoles maliennes soutenues par le gouvernement américain.

Des compétences pour bâtir un avenir solide

En s'appuyant sur ces acquis, l'USAID DONIYATAABOLO va étendre les programmes d'alphabétisation en langue locale à la 4^e année et introduira un programme en mathématique niveau primaire pour fournir des compétences fondamentales équilibrées et améliorer les résultats d'apprentissage globaux des élèves du primaire.

Selon l'Ambassadeur des Usa au Mali, Rachna Korhonen : « L'accès à un enseignement primaire de qualité ouvre la porte à des opportunités qui donnent aux élèves des compétences et des connaissances nécessaires pour bâtir un avenir solide ».

Le financement de l'éducation par le Mali a contribué à la réussite des élèves. Les partenariats avec des bailleurs bilatéraux tels que l'USAID pour soutenir un cadre national de lecture et une approche fondée sur des données probantes en matière d'alphabétisation ont contribué à augmenter le nombre d'enfants pouvant lire en Bamanankan à la fin de la deuxième année.

L'USAID a mené une enquête de base sur les compétences en lecture des élèves de 2^e année, ce qui a permis à 3,6 % d'élèves

d'atteindre les normes nationales. En 2022, l'enquête finale a été réalisée à la fin du projet Sira. Elle a relevé que 17,7 % des élèves de 2^e année sont capables à même de lire et de comprendre selon les normes nationales voire au-delà. La décision de l'USAID de maintenir cet accent sur l'enseignement en Bamanankan repose sur l'hypothèse que les compétences en lecture et en mathématiques s'amélioreront à condition que l'approche équilibrée de l'alphabétisation soit intégrée au programme, les outils appropriés sont disponibles dans la langue maternelle de l'enfant pour tous les niveaux d'apprenants, les éducateurs soient bien formés et que l'éducation soit rendue plus inclusive, ainsi le ministère de l'Éducation nationale aura la capacité de reproduire ces pratiques.

Approche transformatrice en matière de genre

S'appuyant sur le partenariat bien établi entre l'organisation Education Development Center (EDC), le ministère de l'Éducation nationale et les communautés scolaires locales dans les quatre régions, l'USAID DONIYATAABOLO favorisera la résilience et l'adaptabilité du système éducatif malien et améliorera la compréhension locale d'une éducation de qualité. En outre, l'USAID DONIYATAABOLO vise à utiliser à la fois une approche transformatrice en matière de genre et répondre aux besoins des apprenants vivant avec un handicap dans les écoles couvertes par le projet, en particulier ceux souffrant de déficiences auditives ou visuelles.

Les Usa restent le plus important bailleur bilatéral dans le domaine de l'éducation au Mali et sont déterminés à soutenir une éducation primaire de qualité et des résultats d'apprentissage positifs pour les enfants maliens à travers son Agence pour le développement international, l'USAID.

Source : Ambassade USA
Le Challenger

Recrudescence de la grève des agents de santé au Mali : La nécessité de prendre des mesures urgentes

Le Mali est confronté à une crise sans précédent alors que la grève des agents de santé atteint des proportions alarmantes, mettant en péril le système de santé du pays. Cette récente recrudescence de la grève des professionnels de la santé a de graves répercussions sur la population malienne, qui se retrouve privée d'un accès adéquat aux services médicaux vitaux. Face à cette situation critique, il est impératif que des mesures urgentes soient prises pour remédier à la crise et garantir le bien-être de la population.



Dans certaines structures sanitaires, pas de travail depuis ce lundi 31 juillet 2023. Cela fait suite à une grève enclenchée par le Syndicat des Médecins du Mali (SYMEMA). Les agents de santé sont les piliers du système de santé d'un pays. Leur rôle est d'une importance cruciale, surtout en période de pandémie liée notamment au paludisme et de défis sanitaires croissants, leur grève a un impact direct sur la qualité des soins de santé disponibles pour les Maliens ; et la situation risque de se détériorer davantage si des solutions concrètes ne sont pas mises en place rapidement.

Ainsi, plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer cette grève des agents de

santé au Mali. En effet, les principales revendications portent sur des conditions de travail inadéquates, des salaires insuffisants, un manque de matériel médical et des infrastructures de santé défectueuses. Ces problèmes persistent depuis des années, et leur résolution est essentielle pour garantir le bon fonctionnement du système de santé malien. Les conséquences de ces grèves sont désastreuses pour les patients et leur famille. Et les personnes les plus vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées et les malades chroniques, sont les plus touchées par l'absence de soins médicaux.

En cette période notamment de paludisme,

les hôpitaux sont débordés, les services d'urgence sont surchargés, et de nombreux patients sont contraints de chercher des soins médicaux dans des conditions précaires ou de retarder leurs traitements.

Face à cette situation alarmante, il est urgent que le gouvernement malien et les parties prenantes concernées engagent un dialogue constructif avec les agents de santé pour résoudre les problèmes à l'origine de la grève. Pour cette raison, des négociations honnêtes et ouvertes sont nécessaires pour parvenir à des accords qui répondent aux préoccupations légitimes des professionnels de la santé.

À cela, des investissements supplémentaires dans le système de santé sont essentiels pour améliorer les conditions de travail, renforcer les infrastructures médicales et garantir des salaires compétitifs pour les agents de santé. Ces investissements doivent être considérés comme un investissement dans la santé et le bien-être du peuple malien. Cependant, il est crucial que les parties prenantes s'engagent à mettre en œuvre les accords conclus afin d'éviter toute récurrence de cette crise de la santé. La continuité des soins de santé doit être une priorité absolue pour le gouvernement et les acteurs impliqués. Il n'est un secret pour personne que la recrudescence de la grève des agents de santé au Mali est une situation critique qui nécessite une réponse urgente et efficace.

Face à cette situation, le gouvernement malien et les parties prenantes doivent travailler de concert pour trouver des solutions durables qui garantissent un accès adéquat aux soins de santé pour tous les Maliens. Cela, pour éviter que la santé de la population ne soit compromise, il est temps de prendre des mesures concrètes pour remédier à cette crise et sauver des vies.

Adama Coulibaly
Nouveau Réveil



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Soutien du Mali aux putschistes du Niger : Le Parena invite les autorités de transition à se conformer à la constitution

Le communiqué conjoint, en date du 31 juillet, des gouvernements de transition du Mali et du Burkina qui soutient la tentative de coup d'état en cours au Niger viole la nouvelle constitution malienne promulguée le 22 juillet dernier.

En effet, celle-ci dispose en son article 187: " tout coup d'État ou putsch est un crime imprescriptible contre le peuple malien".

En vertu de cette cet article, nul ne peut soutenir un putsch, ni au Mali, ni au Niger et nulle part ailleurs.

Le PARENA invite les autorités de transition à

se conformer à la constitution promulguée le 22 juillet et dont l'encre n'est encore sèche. Il encourage le gouvernement de transition à se concentrer sur la lutte contre les groupes terroristes qui continuent d'ensanglanter notre pays, et à éviter toute dispersion inutile. L'urgence, c'est libérer les localités entières et leurs populations qui ploient sous le joug des coalitions terroristes.

Enfin pour le PARENA, la restauration de l'ordre constitutionnel va de pair avec l'instauration de relations harmonieuses avec notre communauté sous-régionale qu'est la CEDEAO. Envisager de retirer le Mali de la CEDEAO ne relève pas des compétences d'un gouvernement de transition.

Bamako le 1er août 2023

Le comité directeur du PARENA





PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

DÉCLARATION:

LE PARENA PREND ACTE DE L' ARRÊT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE VALIDANT LA NOUVELLE CONSTITUTION

Le Parti pour la renaissance nationale (PARENA) s'est démarqué, dès les débuts, du processus de réforme constitutionnelle en appelant l'attention des forces politiques et sociales, des autorités de transition sur l' inspiration non légale du projet, sur sa nature non conforme à la constitution en vigueur, sur son essence non consensuelle, sur la personnalisation excessive du pouvoir, sur les germes de division des Maliens, d'instabilité et de crise qu'elle comporte.

C'est ainsi qu'en toute logique le PARENA a appelé à voter « Non » lors du référendum du 18 juin.

Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana, Tél (+223) 66 78 90 64 /BPE 2235 Bamako – Mali/
Site : www.parena.org.ml/e-mail : parena2012@yahoo.fr

La Constitution démocratique de 1992 dispose en son article 94:

«Les décisions de la Cour Constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics, à toutes les autorités administratives et juridictionnelles et à toutes les personnes physiques et morales ».

La cour constitutionnelle ayant validé la nouvelle constitution, le PARENA, parti républicain, prend acte de l'arrêt rendu le 21 juillet 2023, instaurant la IV^e République au Mali.

En vue de la restauration de la légalité républicaine, dans les délais énoncés dans le chronogramme électoral, le PARENA exhorte les autorités de la transition à créer les conditions de neutralité et d'inclusivité pour la régularité, la transparence et la crédibilité des prochaines élections en:

- respectant les libertés démocratiques fondamentales;
- tirant tous les enseignements du déroulement du scrutin référendaire;
- conduisant un audit indépendant du fichier électoral dont les termes de référence (TDR) seront définis en concertation avec les partis politiques et la société civile ;
- procédant à une relecture consensuelle de la loi électorale avec la participation des partis politiques concourant aux élections;

- veillant à ce que l'AIGE joue pleinement son rôle et s'acquitte, de ce fait, de ses prérogatives conférées par la loi;
- s'assurant, enfin, de la neutralité des institutions et de l'administration, gages d'élections régulières, elles-mêmes conditions de la stabilité et du développement.

Le PARENA invite toutes les forces démocratiques et républicaines à se mobiliser pour la tenue prochaine de scrutins transparents, sincères et crédibles, pour défendre la République et la démocratie, et pour la restauration de l'ordre constitutionnel.

Bamako, le 2 août 2023

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARENA.

L'URD perd la majeure partie de ses plumes à Sikasso : Plusieurs sous-sections atterrissent à l'UDD avec armes et bagages

A quelques mois des élections présidentielles devant mettre fin à la transition en cours dans notre pays, le parti de la poignée de mains, c'est-à-dire l'Union pour la République et la Démocratie (URD) dirigée par l'honorable Gouagnon Coulibaly est en difficulté dans la région de Sikasso, le plus grand bastion électoral du Mali. Plusieurs de ses poids lourds démissionnent pour rejoindre l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD).



Il ressort des constats de façon générale que ces derniers temps, le parti de la colombe blanche dirigé par l'ancien ministre de la Défense, M. Tieman Hubert Coulibaly s'enracine davantage à travers le territoire national. Cela se justifie par l'adhésion des anciens députés, des élus communaux, des grandes personnalités à cette formation politique. Dans cette dynamique, l'UDD vient d'effectuer une moisson fructueuse dans le plus grand bastion électoral du Mali, c'est-à-dire la troisième circonscription administrative du pays, la capitale du Kéné Dougou. Des sources bien introduites dans les sphères politiques de la région de Sikasso confirment que la majeure partie de l'URD de cette localité a jugé utile de rejoindre le parti de la colombe blanche avec armes et bagages.

Ces sources précisent que 16 secrétaires généraux communaux et leurs bases, en plus d'une vingtaine de conseillers communaux dont des maires ont démissionné de l'URD avec des Procès-Verbaux (PV) d'huissier de justice pour rejoindre l'UDD. Il nous revient clairement que ce groupe est conduit par le président de la Fédération de l'URD de Sikasso, l'honorable Thiambal Bocoum et d'autres poids lourds.

Si l'URD faisait partie des principales forces politiques de la région de Sikasso, au regard de ces saignées au profit de cette formation politique qui a pour devise Unité-Développement-Solidarité, déjà nombreux sont les acteurs politiques de la région qui voient l'UDD se positionner parmi les principales forces

politiques du plus grand bastion électoral de notre pays.

D'ores et déjà, les uns et les autres pensent que pour les prochaines élections présidentielles et autres, il faut compter avec le parti de la colombe blanche. Quand même, avec ces différents ralliements et au rythme où vont les choses sur le terrain politique, ce parti occupe une bonne place sur l'échiquier politique de cette région administrative de notre pays, où les électeurs votent massivement. Ce qui est sûr et certain, l'horizon s'annonce promoteur pour cette formation politique qui se renforce à travers les nombreuses adhésions qui se succèdent les unes après les autres.

Faut-il le rappeler, depuis le décès de son président fondateur, feu Soumaïla Cissé, le parti de la poignée de mains est fortement secoué par les crises internes. Toute chose qui a poussé le premier vice-président, Pr Salikou Sanogo et ses compagnons à claquer la porte pour fonder le parti Espoir pour la Démocratie et la République (EDR). Si une crise a toujours des conséquences, apparemment celles-ci sont profitables au parti de la colombe blanche qui se renforce davantage à quelques pas des prochaines élections dans notre pays. Le temps étant le meilleur juge, les prochaines semaines nous en diront plus.

Abdoulaye TRAORE

Source : L'Express de Bamako

Partenariat FAMOC-KORA FILMS : La série TV « SÉKO BOIRÉ », SAISON II lancée

Le 20 janvier 2023, fête de l'armée, l'avant-première de la série TV «Séko Boiré», saison II, sera projetée. Le lancement du film a eu lieu, le 28 juillet 2023 au CICB.



La salle Balla Moussa Keita du CICB a abrité la cérémonie de lancement des activités de la Série TV, « Seko Boiré » saison II. La cérémonie a enregistré la présence du représentant du ministre en charge de la Culture, de l'administrateur du GIE Kora films, Cheick Oumar Sissoko, du représentant du Fonds d'appui aux Moteurs de changement (Famoc), de la directrice administrative de Kora film, Neissa Coulibaly, de l'acteur principal, Habib Dembélé dit Guimba. On notait la présence des acteurs de la Série «Séko Boiré», saison I, et de nombreux Hommes de culture.

Le GIE Kora films ayant bénéficié d'une subvention avec le Famoc de l'ambassade du royaume du Danemark va réaliser la série de 7 épisodes. La série télévisée, selon l'administrateur de Kora film sera axée sur la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale au Mali. « C'est un projet à favoriser un climat de quiétude, de tolérance et de respect

entre les populations qui vont être appelées bientôt à des élections que les autorités de la transition, l'administration territoriale, et tout le pays souhaitent libres et transparentes ».

« La série fait suite aux aventures de Séko Boiré, qui décide de rentrer dans son village pour prendre part à la préparation des élections après des années dans la grande ville et ayant été témoin de près des périodes difficiles que le Mali traverse ».

Selon Mme Neissa Coulibaly, « Kora films a choisi de faire une série télévisée avec la plus grosse pointure du monde des images et des spectacles du Mali.

La série provient d'une idée originale d'Habib Dembélé qui écrit les scénarios de la 1ère saison. L'équipe administrative et technique de kora film déjà impliquée dans la 1ère saison, prend en main la 2è saison.

Le représentant du Famoc, M. Kaboré, a expliqué les procédures de sélection des projets soumis. Il dit être impatient que Kora films présente une production à même de promouvoir une société malienne plus pacifique, résiliente et respectueuse des droits humains, comme l'exige les principes du Famoc.

L'acteur principal, Guimba a mis l'accent sur le rôle et la place du cinéma dans la société. Il a appelé à valoriser pas le cinéma, qui est le medium le plus important de la communication sociale.

Il est à noter qu'au cours de la production, des jeunes seront formés dans les métiers du cinéma.

Yaye Astan Cissé
Arc en Ciel

Niger : Une délégation de la CEDEAO en discussion avec les putschistes



La CEDEAO, présidée par le chef d'État nigérian, Bola Tinubu, n'exclut pas le recours à la force et a donné un ultimatum jusqu'à dimanche aux putschistes pour rétablir l'ancien président Mohamed Bazoum, renversé le 26 juillet 2023 par des membres de sa garde présidentielle.

Dans un contexte tendu après le coup d'État au Niger, une délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est actuellement à Niamey pour "négocier" avec les putschistes, a déclaré mercredi 2 août l'un des responsables de la CEDEAO.

"Le président de la commission de la CEDEAO aurait aimé être ici, mais, à l'heure où nous parlons, il se trouve au Niger dans le cadre d'une délégation de haut niveau dirigée par l'ancien chef d'État du Nigeria, le général Abdulsalami Abubakar, en vue de négocier", a déclaré le commissaire de la CEDEAO char-

gé des affaires politiques et de la sécurité, Abdel-Fatau Musah.

Les chefs d'état-major des pays membres de l'organisation intergouvernementale ouest-africaine, qui n'ont pas écarté un recours à la force contre les putschistes, se réunissent jusqu'à vendredi à Abuja, la capitale du Nigeria, pendant qu'un émissaire de la junte nigérienne, le général Salifou Mody, est arrivé au Mali. Une intervention militaire au Niger serait "la dernière option" envisagée par la CEDEAO pour restaurer l'ordre constitutionnel, mais il faut se "préparer à cette éventualité", a ajouté Abdel-Fatau Musah.

Une semaine pour rétablir l'ancien président

La CEDEAO, présidée par le chef d'État nigérian Bola Tinubu, n'exclut pas le recours à la force et a donné une semaine jusqu'à dimanche aux putschistes pour rétablir l'an-

ancien président Mohamed Bazoum, renversé le 26 juillet par des membres de sa garde présidentielle. "Nous défendons la démocratie et cela doit continuer. Nous sommes prêts et, dès que nous recevrons l'ordre d'intervenir, nous le ferons", a affirmé lundi sur RFI le chef des armées du Nigeria, Christopher Musa.

En ligne avec les sanctions prises par la CEDEAO, le Nigeria a coupé son approvisionnement en électricité au Niger, qui dépend à 70 % de ce voisin sur le plan énergétique. En plus de l'électricité, les populations crient déjà aux conséquences de la fermeture de la frontière.

Le Mali et le Burkina Faso, voisins du Niger dirigés par des militaires après des coups de force en 2020 et 2022, soutiennent la junte et ont affirmé que toute intervention armée serait considérée "comme une déclaration de guerre" et entraînerait leur retrait de la

CEDEAO.

La junte a par ailleurs accusé lundi la France, ex-puissance coloniale, de vouloir "intervenir militairement", ce que Paris a démenti fermement.

L'Italie et la France ont rapatrié une partie de leurs ressortissants. Pour l'instant, Paris et Rome évacuent leurs citoyens et les étrangers qui le souhaitent. À midi, plus de 500 personnes avaient été évacuées, dont 312 Français, à bord de deux des quatre avions prévus par la France. Le rapatriement devrait être terminé d'ici la fin de la journée du côté français.

"Les opérations d'évacuation du Niger menées par la France touchent à leur fin", ont déclaré les autorités françaises dans un message adressé aux environ 1 200 Français enregistrés au Niger. Un troisième avion devait décoller et un quatrième était en cours d'embarquement, selon l'armée française. Il s'agit de la première évacuation massive

organisée par la France dans le Sahel, où les coups d'État se sont multipliés depuis 2020. Paris a justifié l'évacuation en raison des "violences qui ont eu lieu" contre son ambassade dimanche lors d'une manifestation hostile à la France, ainsi que de "la fermeture de l'espace aérien". Cependant, l'évacuation des environ 1 500 militaires français stationnés au Niger n'est pas à l'ordre du jour, selon l'état-major des armées françaises.

L'Italie a évacué 68 expatriés vers Rome. Selon l'agence ANSA, 36 Italiens et 21 Américains en font partie. Un peu moins de 500 ressortissants italiens résident au Niger, dont la plupart sont des militaires. L'Espagne travaille également à l'évacuation de ses ressortissants, qui sont un peu plus de 70.

En revanche, les États-Unis n'ont pas lancé d'opération de ce type et ne parlent pas de "coup d'État", estimant qu'il reste encore une "petite fenêtre" pour la diplomatie et le rétablissement du président Bazoum dans ses fonctions. Le secrétaire d'État américain,

Antony Blinken, qui s'était rendu à Niamey en mars, a assuré par téléphone M. Bazoum du "soutien indéfectible des États-Unis" et a rejeté "les tentatives de renverser l'ordre constitutionnel".

Le mouvement M62, à l'origine d'une manifestation pro-putschistes, a critiqué l'évacuation organisée par la France, demandant la suspension de certains médias et appelant à un rassemblement "pacifique chaque jour" près de l'aéroport, "jusqu'au départ définitif des forces étrangères" présentes dans le pays.

Pour l'instant, "à Niamey, il n'y a pas de tensions particulières en ville, pas de stress particulier, la population vaque à ses occupations", a décrit un passager travaillant pour l'UE au Niger à son arrivée à Paris.

■ Binadjan Dombia



Affaire Ousmane Sonko : L'État du Sénégal dans l'escalade



Lorsque les barrières qui retenaient prisonnier mon client Ousmane Sonko, par ailleurs leader de parti qui cristallise les aspirations de tout un peuple et au-delà une vision Africaine, il y'avait plusieurs interro-

gations auxquelles une seule réponse devait s'imposer à tous.

L'Etat a toujours été cohérent dans sa logique qui est celle d'empêcher le leader de l'oppo-

sition de pouvoir un jour devenir Président de la République du Sénégal pour mettre en œuvre son programme qui se résume à la reddition des comptes, la bonne gouvernance, l'éradication des compradors, l'indépendance économique et la rupture définitive avec l'asservissement et le capital mondial.

Les plus naïfs s'attendaient à un apaisement et en la normalité qui seraient de permettre à tous les aspirants à la fonction présidentielle de participer aux élections de 2024, le peuple souverain devant faire son choix. C'était mal analyser les événements et connaître la détermination du système qui est en conflit avec la démocratie et l'Etat de droit.

Les plus rationnels s'attendaient à l'exécution de la fausse contumace, puisque Ousmane Sonko n'a jamais été un fugitif d'autant que les forces de défense et de sécurité l'avaient kidnappé en rase campagne, alors qu'il avait quitté Ziguinchor pour se rendre à Dakar et que la Chambre Criminelle n'avait pas encore rendu son jugement.

Cependant, l'Etat a toujours versé dans l'irrationnel et c'est pourquoi cela ne devrait pas surprendre lorsqu'il ne peut se satisfaire d'un simple délit, alors que tout un arsenal



juridique est à sa disposition pour détruire à la fois l'homme et son parti et que la confusion des pouvoirs le lui permettait.

Ce qui est surprenant, c'est l'insolence du procédé, à savoir l'intervention d'un élément que l'on dit être du corps des forces de défense et de sécurité comme provocateur, pour accuser tout un symbole de vol d'un portable dont la valeur monétaire est dérisoire et partant de là, viser un cumul d'infractions qui ne relèvent pas des faits.

Cela pue le complot à mille lieux, un complot encore mal cogité, mal exécuté, indigeste et le monde n'est pas dupe.

La communication du Procureur de la République est à la fois un réquisitoire écrit et un jugement de condamnation sans Appel.

Le style de rédaction et le discours portent gravement atteinte à la présomption d'innocence, au procès équitable et, de mémoire,

avec mes 40 ans d'exercice de la profession d'avocat, je n'ai aucun souvenir du respect par l'État du Sénégal des décisions le condamnant pour violation des droits de l'homme.

Le fardeau porté par le Procureur de la République est très lourd de conséquences, mais le Président de la République qui a toujours été le seul maître à bord peut encore tout arrêter alors qu'il est temps, car, si le procureur de la République a l'opportunité des poursuites, sa plume est servie.

Il est à rappeler que le procureur de la République n'incarne pas le pouvoir judiciaire qui doit toujours être jaloux de son indépendance et marquer ses distances avec les autres pouvoirs.

Aucun réquisitoire ne peut dévêtir un juge de son indépendance et le pouvoir doit arrêter le pouvoir. Il est temps que le pouvoir judiciaire marque et réaffirme de son empreinte son indépendance.

L'arrestation d'Ousmane Sonko qui a fait savoir qu'il n'acquiesçait au jugement, a anéanti de plein droit ce dernier et lui restitue l'ensemble de ses droits civiques.

Le Sénégal qui a une position géostratégique très enviable est une plateforme dont l'équilibre doit être à tout prix préservé, de sorte que la situation interpelle une réaction rapide et sans complaisance de l'ensemble de la communauté internationale, la CEDEAO et l'Union Africaine au premier rang.

La libération immédiate de Ousmane Sonko, de tous les membres du directoire de son parti, de toutes les personnes poursuivies pour des infractions politiques, est une exigence sociale.

Ciré Clédor Ly, membre du collectif de La Défense de Ousmane Sonko



Coupe du monde féminine : L'Afrique du Sud en huitième de finale

L'équipe nationale féminine de l'Afrique du Sud a atteint les huitièmes de finale de la Coupe du monde féminine pour la toute première fois après une victoire remarquable de 3-2 contre l'Italie dans un thriller de dernière minute à Wellington mercredi.

Ayant besoin de la victoire pour progresser, l'équipe surnommée "Banyana Banyana" a fait preuve de courage et de qualité pour surprendre les Européennes avec un but gagnant dans les arrêts de jeu de Thembi Kgatlana. Son arrivée tardive dramatique a déclenché des scènes euphoriques alors que l'Afrique du Sud se qualifiait devant l'Italie, qui n'avait besoin que d'un point pour se qualifier. Le penalty précoce d'Arianna Caruso a donné l'avantage à l'Italie avant qu'un but contre son camp malheureux de Benedetta Orsi n'offre l'égalisation à Banyana. Contre le cours du jeu, Hildah Magaia a en-

suite donné l'avantage à l'Afrique du Sud après une passe défensive de Kgatlana au milieu de la seconde période. L'Italie a de nouveau égalisé grâce à Caruso, qui a dévié la tête de Cristiana Girelli pour faire 2-2 et les remettre sur la bonne voie pour les 16 derniers.

Le match a été une bataille acharnée, les deux équipes cherchant à prendre l'avantage crucial. Girelli, repoussée à bout portant par un arrêt spectaculaire de la gardienne sud-africaine Kaylin Swart, incarnait la détermination de l'Italie à prendre les devants.

Mais Kgatlana a eu le dernier mot, marquant à la 92e minute après une passe de Magaia, déclenchant des célébrations euphoriques parmi les joueurs et les fans. Cela marque le point culminant d'un retournement de situation remarquable pour

l'Afrique du Sud dans cette Coupe du monde, après avoir perdu son premier match de groupe contre la Suède.

L'équipe de l'entraîneur Desiree Ellis reste en vie dans le tournoi alors que les championnes d'Afrique continuent de montrer leur héroïsme après leurs récents succès sur le continent.

Cette victoire palpitante propulse l'Afrique du Sud en huitièmes de finale, où elle affrontera désormais les Pays-Bas, ouvrant la voie à un affrontement passionnant entre deux équipes redoutables.

Un exploit notable est à souligner dans cette rencontre fascinante, alors que Hildah Magaia a montré ses talents de buteuse, devenant la première joueuse sud-africaine à marquer plus d'un but lors d'une seule édition de la Coupe du monde féminine.

En reconnaissance de ses performances exceptionnelles, Magaia a été nommée à juste titre Joueuse du match, renforçant ainsi sa position de joueuse clé pour l'Afrique du Sud dans sa quête de la gloire en Coupe du monde.

Aichatou Sanogo





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les obligations frustrantes et constructives, une fois assumées, votre chemin professionnel sera à nouveau ouvert. La différence sera telle que vous en ferez de trop, sans axe de réflexion. Vous serez pris dans un engrenage excitant et créatif.

Vous pourriez dépenser plus que de raison, oubliant par là même un côté écu-reuil précautionneux. Cette tendance à la facilité pourra aisément se comprendre, après une période de vaches maigres, mais vous devrez la canaliser sans la brider totalement.



Taureau (20 avril - 19 mai)

C'est devant la machine à café qu'on vous trouvera. Soit vous rentrez de vacances et vous n'avez pas encore retrouvé le rythme, soit vous attendez les congés avec impatience. Dans un cas comme dans l'autre, qu'on ne compte pas trop sur vous.

Aujourd'hui, vous n'aurez que faire de l'état de vos comptes. Vous avez envie de profiter, de vous faire plaisir et de chouchouter vos proches. Tant pis si ça vous met dans le rouge et tant pis si votre banquier vous appelle tout fâché.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des rencontres nouvelles vous donnent de l'espoir pour trouver un autre poste. Jupiter en Sagittaire vous donne envie de bouger et un poste commercial vous tenterait. Des recherches sont faites, mais il est conseillé de ne pas céder aux premières propositions.

Il est conseillé de freiner sur vos dépenses. Elles sont multiples et empiètent sur votre budget actuel. Vous devez limiter les dépenses et prendre en priorité celles qui sont urgentes. De la frustration est inévitable, mais heureusement de courte durée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'activité sera soutenue pour bon nombre d'entre vous qui resteront connectés au bureau, même en vacances. Saturne sera à fond derrière vous pour remplir votre agenda, définir les objectifs de la rentrée ou étendre le champ de vos compétences.

Mars dans votre secteur euro vous accordera toutes ses faveurs. Vous aurez les moyens d'accroître vos revenus et dans le même élan, de renforcer la solidité de votre budget. Une bonne nouvelle qui vous permettra d'envoyer au diable les restrictions.



Lion (22 juillet - 23 août)

Une évolution rapide et très inattendue de votre carrière peut vous être proposée et il est difficile de résister. Des collègues et un supérieur hiérarchique peuvent vous encourager à aller dans ce sens et réaliser l'un de vos projets professionnels.

Les dépenses continuent toujours d'apporter un déséquilibre et votre salaire peut s'envoler dans des loisirs. Vous vivez sous vos coups de coeur sans avoir la crainte de manquer d'une trésorerie. La journée apporte une sérénité malgré d'importants frais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez allier inventivité, créativité et esprit pratique pour concrétiser les idées que vous avez en tête. Sortir des sentiers battus ne vous fait pas peur et vous aidera à tirer votre épingle du jeu. Votre chef pourrait vous confier de nouvelles responsabilités.

Si vous devez renégocier des contrats d'assurance, un emprunt ou vos conditions bancaires, vous n'aurez aucune difficulté pour synthétiser les options et analyser les propositions les plus intéressantes. De quoi faire quelques économies chaque mois !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une évolution inattendue se présente et vous devez vous adapter plus vite que prévu. Une réunion ou une convocation lancée par vos supérieurs hiérarchiques donne la possibilité de saisir une chance. Vous pouvez éprouver un léger stress dans ce changement.

Les dépenses sont importantes et proviennent de différentes choses. Vénus en Cancer vous tend des pièges pour céder à des achats sans grande utilité et liés à des loisirs. Pour compenser avec du stress, vous pouvez acquérir des articles pour la décoration.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Saturne rétrograde exprimera votre ras-le-bol et vous donnera envie de nouveauté. Si vous estimez avoir fait le tour de votre poste, sans possibilité d'évoluer, vous regarderez ailleurs et vous diffuserez votre CV sur des réseaux professionnels.

Grâce à des rentrées d'argent provenant de primes, d'allocations ou de dividendes de placements, vous retrouverez un meilleur équilibre financier. Vous pourrez ainsi combler un déficit budgétaire, mis à mal à cause de vos dépenses excessives passées.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne cultivez pas d'exigences excessives comme pourrait vous y inciter Jupiter dans votre signe. Tenez compte du contexte et des capacités de chacune des personnes qui vous entourent. Si vous affichez trop d'assurance ou d'autoritarisme, vous risquez de provoquer des inimitiés.

Pluton dissonant dans le secteur n'évoque guère des facilités... Il va falloir vous restreindre sur certains postes de dépenses et revoir votre budget de manière à être sûr de pouvoir assumer les charges courantes obligatoires et d'honorer vos prélèvements.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La rigueur qui vous caractérise vous permettra de déceler des petites erreurs dans certains dossiers. Heureusement vous parviendrez à rectifier le tir et à rendre un travail impeccable. Profitez-en pour revoir votre façon de travailler afin d'éviter que ça ne se reproduise.

Évitez de confier à n'importe qui vos projets financiers. Certaines personnes mal intentionnées pourraient essayer de vous rouler. La prudence est de mise aujourd'hui avec Pluton mal aspecté. Mieux vaut vous montrer discret de ce côté.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Uranus est en train de réveiller vos ambitions. Plus que jamais, vous désirez un poste qui correspond à vos attentes. Votre activité est temporaire et se déroule dans des conditions stressantes. Mais votre esprit positif vous aide à accepter ces conditions.

La prudence est encore à adopter pour la gestion financière. Sans les avoir préparés, vous pouvez être face à d'importants frais divers. Il y a un risque de déséquilibre financier de courte durée pour saisir des opportunités qui sont exceptionnelles.



Poisson (19 février - 21 mars)

En cette fin de mois, les planètes prépareront le terrain avec des perspectives positives dans votre job. Uranus vous poussera à aller de l'avant et donnera de l'élan à votre projet. Vous déploierez vos talents pour le mettre sur pied ou le finaliser.

Vos revenus connaîtront une augmentation, pas forcément due à vos gains professionnels, même s'ils pourraient être à la hausse. Il s'agira d'une bonne affaire que vous réaliserez, qui contribuera à votre bien-être, puisque vous aurez davantage d'argent.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23